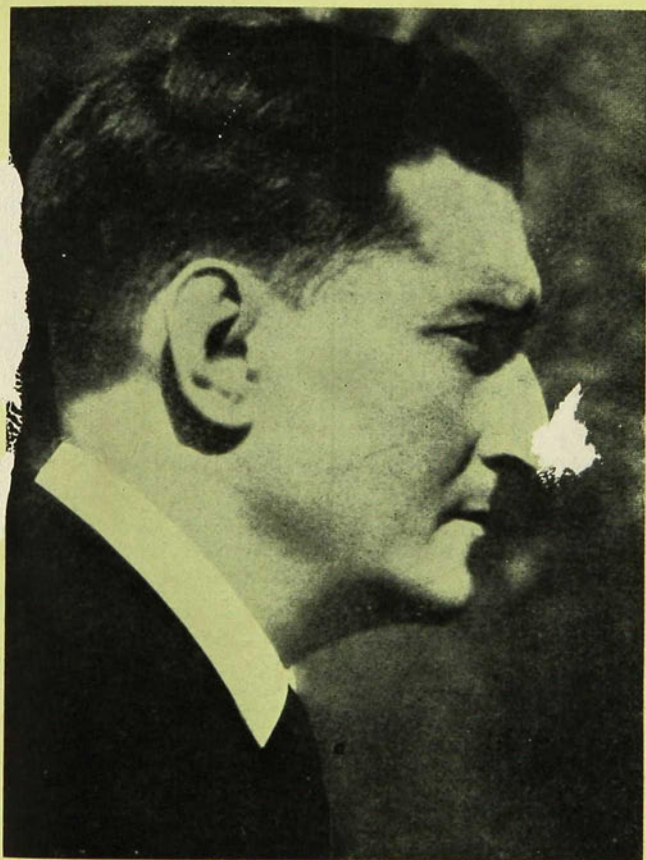


# La Révolution nationale

1928 à 1943



*Le président du Conseil de l'État portugais*

**L'OEUVRE DES TRACTS**  
MONTREAL



# L'OEUVRE DES TRACTS

(Directeur : R. P. ARCHAMBAULT, S. J.)

Publie chaque mois une brochure sur des sujets variés et instructifs

10. *Le Mouvement ouvrier au Canada.*  
Omer Héroux
11. *L'École canadienne-française.*  
R. P. Adélarde Dugré, S. J.
12. *Les Familles au Sacré Cœur.*  
R. P. Archambault, S. J.
14. *La Première Semaine sociale du Canada.*  
R. P. Archambault, S. J.
15. *Sainte Jeanne d'Arc.* R. P. Chossegros, S. J.
17. *Notre-Dame de Liesse.* R. P. Lecompte, S. J.
18. *Les Conditions religieuses de notre société.*  
Le cardinal Bégin
19. *Sainte Marguerite-Marie.* Une Religieuse
20. *La Y. M. C. A.* R. P. Lecompte, S. J.
22. *L'Aide aux œuvres catholiques.*  
R. P. Adélarde Dugré, S. J.
24. *La Formation des Elites.*  
Général de Castelneau
26. *La Société de Saint-Vincent-de-Paul.* XXX
28. *Saint Jean Berchmans.*  
R. P. Antoine Dragon, S. J.
30. *Le Maréchal Foch.* XXX
31. *L'Instruction obligatoire.* R. P. Barbara, S. J.
32. *La Compagnie de Jésus.*  
R. P. Adélarde Dugré, S. J.
33. *Le Choix d'un état de vie (jeunes gens).*  
R. P. d'Orsonnens, S. J.
- 33a. *Le Choix d'un état de vie (jeunes filles).*  
R. P. d'Orsonnens, S. J.
38. *Contre le blasphème, tous!*  
R. P. Alexandre Dugré, S. J.
42. *Saint Gérard Majella.* Abbé P.-E. Gauthier
44. *Le Bienheureux Grignon de Montfort.*  
F. Ananie, F. S. G.
45. *Monseigneur François de Lalat.*  
R. P. Lecompte, S. J.
46. *Les Exercices spirituels de saint Ignace.*  
S. S. Pie XI
47. *La Villa La Broquerie.*  
R. P. Archambault, S. J.
48. *Saint Jean-Baptiste.* R. P. Alex. Dugré, S. J.
51. *Monseigneur Alexandre Taché.*  
R. P. Latour, O. M. I.
56. *Contre le travail du dimanche.*  
R. P. Archambault, S. J.
57. *L'Œuvre de la Villa Saint-Martin.*  
R. P. Gustave Jean, S. J.
58. *Monseigneur Lafèche.* R. P. Ad. Dugré, S. J.
59. *Le Bienheureux Bellarmin.*  
R. P. Archambault, S. J.
60. *La Vénérable Bernadette Soubirous.*  
Abbé P.-E. Gauthier
62. *Le Recrutement des Relraittants.* XXX
63. *Madame de la Peltrie.* R. P. Le Jeune, O. M. I.
64. *L'Œuvre du curé Labelle.*  
Abbé Henri Lecompte
65. *Saint François Xavier.*  
Abbé C. Rondeau, P. M. E.
66. *Les Sœurs de Miséricorde de Montréal.*  
Abbé Elie-J. Auclair, D. Th.
67. *Le Catholicisme en Chine.* Mgr Beaupin
68. *Le Jubilé de 1925.* XXX
71. *Saint Pierre Canisius.* R. P. Lecompte, S. J.
72. *Sainte Marie-Sophie Baral.* R. S. C. J.
73. *Nos Martyrs canadiens.*  
R. P. Archambault, S. J.
74. *Les Servites de Marie.*  
R. P. Lépiciere, O. S. M.
75. *Les Clubs sociaux neutres.*  
Abbé Cyrille Gagnon
76. *La Presse catholique.* Mgr Elias Roy
77. *L'A. C. J. C.* Chanoine Courchesne
79. *Encyclique sur la fête du Christ-Roi.*  
S. S. Pie XI
80. *La Retraite spirituelle.* S. Alph. de Liguori
81. *Une enquête sur le scoutisme français.* XXX
82. *Le Secrétariat des Familles.*  
Dr Elzéar Miville-Dechêne
83. *Le Dr Amédée Marsan.* R. P. Léopold, O. C.
84. *Comment lutter contre le mauvais cinéma.*  
Léo Pelland, avocat
86. *Saint Louis de Gonzague, confesseur.*  
R. P. Plamondon, S. J.
87. *La Transgression du devoir dominical.* XXX
90. *André Grasset de Saint-Sauveur.* XXX
91. *Sauvez vos enfants du cinéma meurtrier!*  
R. P. Archambault, S. J.
93. *Répliques du bon sens — I.*  
Capitaine Magniez
95. *Répliques du bon sens — II.*  
Capitaine Magniez
96. *Marie de l'Incarnation.* R. P. Farley, C.S.V.
97. *Dimanche vs Cinéma.* Chanoine Harbour
98. *Thaumaturges de chez nous.*  
R. P. Jacques Dugas, S. J.
100. *Le Rapport Boyer sur le cinéma.* XXX
101. *Nos premiers missionnaires.*  
Abbé Napoléon Morissette
102. *Les Relraittes fermées en Belgique.*  
R. P. Laveille, S. J.
103. *La Congrégation du Saint-Esprit.*  
R. P. Le Gallois, C. S. Sp.
104. *Répliques du bon sens — III.*  
Capitaine Magniez
106. *Les Relraittes fermées.* Ferdinand Roy
107. *Sa Grandeur Monseigneur Courchesne.* XXX
108. *L'Encycl. « Miserentissimus Redemptor ».*  
S. S. Pie XI
109. *La Langue française.* Chanoine Charron
110. *L'Apostolat.* Rodolphe Laplante
111. *Répliques du bon sens — IV.*  
Capitaine Magniez
112. *Le Drapeau canadien-français.*  
R. P. Archambault, S. J.
113. *L'Université Pontificale Grégorienne.* XXX
114. *La Relraite fermée.* Roland Millar
115. *L'Action catholique.* Mgr P.-S. Desranleau
116. *Un diocèse canadien aux Indes.*  
R. P. E. Gagnon, C. S. C.
117. *Le Mois du Dimanche.*  
R. P. Archambault, S. J.
118. *Pour le repos dominical.* D. B.
119. *Le Problème de la natalité.*  
Benito Mussolini

# La Révolution nationale<sup>1</sup>

par Oliveira SALAZAR,  
*président du Conseil de l'État portugais*

---

**I**L Y A QUINZE ANS aujourd'hui, j'assumais la charge de ministre des Finances, prenant ainsi ma part de responsabilité dans la gestion des affaires de l'État. La Révolution remontait à plus loin: elle avait débuté en 1926 et je n'y fus alors pour rien, on le sait. Mais ses deux premières années furent consacrées à mettre un ordre sommaire dans ces affaires fort en désordre, et surtout à obtenir un résultat précieux: rétablir l'ordre avec un minimum de violence. Sans négliger tout ce qui fut ensuite réalisé dans le même sens — ultérieurement précisé — on peut donc, sans trop d'inexactitude, dater de 1928 l'ère de réformes et de reconstruction proprement dites.

Quinze ans sont peu dans la vie d'un peuple mais peuvent alimenter tout un siècle et lui imposer leur marque par la vertu fécondante des principes et par la force créatrice des institutions. Il faut pour cela que se soient alors fondues les exigences et les aspirations de la nation et qu'elles aient pu — privées d'un milieu historique favorable ou d'un potentiel qui permettent d'ouvrir au monde des voies nouvelles — se conformer aux grandes directives où s'exprime la tendance générale d'une époque. Aussi m'a-t-il paru que je pouvais exposer aujourd'hui le sujet suivant:

## LES PRINCIPES ET L'ŒUVRE DE LA RÉVOLUTION NATIONALE AU REGARD DU PAYS ET DE L'ÉTRANGER

Une œuvre politique se juge surtout à ses résultats. C'est par les bienfaits matériels ou moraux dont les hommes ou les sociétés leur deviennent redevables qu'on a coutume d'apprécier la valeur des idées et des formules, non sans parfois mésestimer leur vérité et leur équité intrinsèque — attitude excessive mais compréhensible si l'on admet que l'erreur ne s'avère mortelle, sur le plan social, qu'au terme de nombreuses générations.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas confondre des résultats d'ensemble avec des difficultés passagères, ni des sacrifices individuels avec le bien-être collectif qui les a exigés, et l'on ne saurait dresser un bilan exact de la situation qu'en tenant exactement compte du cadre où elle s'est développée.

---

1. Discours prononcé le 27 avril 1943.

Or, la période de 1928 à nos jours est celle qui a vu germer, politiquement et militairement, la guerre la plus ample que le monde ait vue, greffée sur la crise économique la plus aiguë que les économistes aient jamais enregistrée. Au cours de ces quinze années, quatre ont été remplies de débâcles économiques et financières, trois de la guerre dans notre péninsule — qui nous sépara de l'Europe par terre — et quatre d'un conflit qui nous a coupés, en somme, du reste du monde par mer. Sur les régimes économiques appauvris par la crise ont dû s'ériger des régimes d'économie fermée par suite du blocus; les monnaies dépréciées ont pâti du déséquilibre entre les avoirs et les paiements engouffrés en fournitures militaires; les budgets mal assurés contre les « déficits » du temps de paix sont écrasés par des dépenses de guerre astronomiques. Cette profonde secousse ne s'est pas répercutée, dans le seul domaine matériel où on peut réparer, renouveler et reconstituer, mais dans les conceptions fondamentales de caractère politique et moral. Tout semble avoir été sujet à révision: promesses et traités, intérêts et amitiés, frontières et droits souverains, règles de vie internationale et jusqu'au droit à la vie. Et, à l'anxiété d'une humanité qui ne saurait vivre sans le ferme appui des certitudes morales s'est ajoutée, de toutes parts, la carence économique née de la guerre ou de son appréhension.

Ceci dit, à grands traits, non pour diminuer nos responsabilités, mais par respect de la vérité historique qui aide à situer dans le temps les faits politiques. Puisque objectivement le problème doit être posé de la même façon, j'examinerai d'abord *si la Révolution s'est montrée apte à comprendre, étudier et résoudre les problèmes nationaux.*

## I. — LA RÉVOLUTION ET LES PROBLÈMES NATIONAUX

### 1. Problèmes nationaux

Je ne songe pas ici aux mille problèmes ou questions qui constituent la trame de vie quotidienne d'un pays et exigent des solutions momentanées, mais seulement à ces problèmes essentiels qui concernent l'existence, le maintien, l'essor et la mission historique du corps national. Je renonce à cet effet à avoir recours aux conclusions vers lesquelles nous avaient guidés notre réflexion, nos recherches: il est plus simple de faire appel à ce qui a été écrit et ressassé pendant plus d'un siècle, comme étant nos insuffisances ou nos maux nationaux. Historiens, publicistes, orateurs parlementaires, politiciens et journalistes ont tracé, pendant cent ans de développements verbaux, le tableau peu flatteur de ce que la nation exigeait et qu'il eût fallu faire. Ils s'en tenaient de préférence à l'aspect négatif ou critique, entremêlé çà et là d'une idée constructive, peu importe. Peu importe aussi que les uns se soient laissé influencer par l'évolution des nations étrangères, que les

autres se soient basés sur une vague notion des faits et du milieu locaux; que ceux-ci aient attribué à des défauts d'éducation et ceux-là à des procédés politiques défectueux les maux du pays; que de-ci de-là on ait appelé désordre la misère, ou taxé de pauvreté ce qui n'était que négligence, manque de labeur ou d'organisation. Un examen plus approfondi devrait, certes, rectifier nombre de ces conceptions: mais, au point de vue qui nous intéresse, les récriminations, les griefs, les discussions aigres, les critiques bien ou mal intentionnées, les programmes des partis ou des gouvernements avaient fait surnager dans l'esprit public, comme une écume sur des eaux agitées, l'énonciation de grands problèmes nationaux.

Comme une écume, en vérité. Il ne s'agissait, en effet, en règle générale, que d'aspirations verbales, privées de tout contenu, de toute base et de toute matière concrète; aucun examen exhaustif de faits ou de motifs, de procédés ou de recettes pour aboutir! Pour mieux dire, aucun problème n'avait été posé en équation; or, c'est une règle que tout problème mal posé est un problème non résolu; en matière de gouvernement comme dans la vie, les expédients ne sont pas une solution.

Le public prenait ainsi connaissance, même quand il ne pouvait les éprouver directement, de nécessités ou de problèmes essentiels qui, en raison de l'insistance avec laquelle ils étaient évoqués mais non résolus, se dressaient devant lui comme des vérités premières et en même temps comme des sphinx aux inviolables secrets, des fantômes terrifiants, des impossibilités. Et souvent on se faisait à cette idée, on se résignait et on s'en attristait. Le « déficit » éternel, le mystère ténébreux des comptes et de la dette publique, le spectre de la banqueroute, les cascades de la monnaie; le « déficit » de la balance commerciale; la carence économique; la misère agraire; le reboisement; les routes; les ports; l'analphabétisme; l'abandon des campagnes; la pêche; la marine marchande; l'administration coloniale; la formation et le ré-équipement de l'armée; la reconstitution d'une marine de guerre; l'éducation viciée du peuple; l'émigration; le tableau de nos rapports internationaux; le problème religieux; tout cela a littéralement rempli un siècle de discours, d'articles à la tonne, sans qu'on ait avancé d'un pas, exception faite pour de loyaux efforts et des réalisations partielles, dont les plus notables furent l'essor des moyens de transport et l'occupation de territoires coloniaux.

On n'avait pas avancé d'un pas. Pourquoi?

## **2. Le problème de l'État — La réforme politique**

Traisons d'abord le problème des directives et de l'impulsion à donner; en d'autres termes, le problème de l'Etat et sa structure.

La vie collective, surtout dans son expression nationale, et sur un plan encore supérieur, ne se constitue pas et ne s'or-

donne pas de soi. Il est illusoire d'admettre que la société, par elle-même, recherche et découvre ses directives; ou même qu'elle peut réellement avoir la notion concrète de ses propres exigences. Un ou quelques individus, quand ils ont sondé la collectivité, en déduisent et rendent plus clair ce qu'inclut, vague et embryonnaire, la conscience publique, en ressentent les exigences ou les besoins, lui fixent un objectif, précisent une orientation, donnent une impulsion, bref, créent une politique. Celle-ci, selon son ampleur, s'épuise en peu d'années ou occupe des générations et dure des siècles. La condition du succès est néanmoins toujours identique, même si la formule tentée diffère.

Ceci dit, et quant à ce qui nous occupe, abstraction faite de toute prétention scientifique et aussi des lumières de la philosophie, et du droit public, qu'est-ce que l'Etat? — Un chef, un gouvernement, une administration, c'est-à-dire, approximativement, une pensée stable, une volonté lucide, un organisme d'étude et d'exécution. La nation à son tour, soumise à l'influx de quelques idées directrices, c'est elle qui fait vivre, par son effort, en tout ce qui n'est pas strictement le rôle de l'Etat, la politique nationale. Elle peut, certes, et doit faire entendre sa voix, la voix de ses besoins, de ses sentiments et aspirations par le relai d'une représentation adéquate. Et l'on note ici sur le vif l'importance du mécanisme constitutionnel.

Dans la monarchie ancienne, l'ampleur et la préséance du pouvoir royal, solidaire de l'hérédité des fonctions, pouvaient faire de la dynastie le dépositaire fidèle de la pensée politique. — Chez nous la conquête du territoire, la formation et le peuplement du royaume, l'entreprise des grandes découvertes, l'effort de « restauration » dans la métropole et l'outre-mer sont des exemples éclatants de ce que des dynasties peuvent signifier pour la fidélité à une idée et la persévérance d'une politique. Parfois aussi, cela s'est vu, des organes collectifs de choix peuvent durer ou coexister avec d'autres pour maintenir une doctrine d'Etat et la fidélité à une tradition: ainsi le Sénat de la Rome antique, l'Amirauté britannique, la Curie romaine.

Dans l'Etat moderne, le souci excessif de la défense des droits et libertés individuels contre les abus possibles du roi et de ses ministres a souvent mis en échec l'autorité de l'Etat. Ainsi se sont trouvées diminuées la puissance, la permanence, la stabilité des fonctions de direction et, avec elles, les virtualités qui étaient en elles. Les expédients auxquels on eut recours quand une fonction vitale se heurtait à un mandat de durée limitée et s'y usait, sont un médiocre remède à de si graves maux.

Le glissement qui s'est produit dans les forces politiques et les déductions hâtives qu'on a parfois tirées d'une notion couramment admise quant à la source de la souveraineté, ont également mis en péril la formation, la stabilité et le prestige des gouvernements. Les résultats en ont varié selon les qua-

lités propres des peuples et la persistance de leurs instincts de défense. Au Portugal on a fait tout ce qu'il était humainement possible et raisonnable de faire pour réduire à néant les organismes essentiels de la souveraineté, ceux en qui résidait surtout la force, l'autorité de l'Etat. La honteuse statistique par où nous témoignons avoir dépassé toute mesure montre qu'en dépouillant de prestige toutes nos institutions politiques, nous avons réalisé les conditions les plus favorables pour qu'on ne puisse plus gouverner. A lui seul le Parlement l'empêchait, avec ses partis, ses groupes, ses passions, son désir anxieux de s'imposer au chef d'Etat et aux gouvernements et son irresponsabilité absolue devant Dieu et les hommes. Par ses origines et sa formation en deux chambres, il ne pouvait pas même prétendre représenter le pays, puisque aucune tentative n'avait été faite pour donner à la nation une organisation dans ses cadres naturels, dont elle émanât directement ou non, et dont elle pût être l'image ou l'interprète fidèle.

On eût pu sauvegarder au moins l'administration; mais non! Elle fut la première victime du manque de direction et du gâchis politique. L'Etat étant défaillant, elle ne pouvait voir sa propre utilité reconnue; mais, minée par un régime de camaraderie et d'incompétence, elle risquait de se voir taxée d'absolue inutilité. Aussi quand elle en vint, par la faute de tiers ou par sa propre incapacité, à se persuader de cette inutilité, toute émulation, tout zèle et le respect de sa fonction disparus, se résigna-t-elle à encourir le grief de parasitisme et le mépris public. Plus d'un mouvement politique alors forma l'étrange dessein de débarrasser le pays de ses fonctionnaires, ce qui donne à la fois une idée de l'incompréhension des dirigeants et du niveau de l'esprit public.

Nous seuls avons eu le courage d'affirmer que la bureaucratie est l'auxiliaire précieux et indispensable du gouvernement; nous avons aussi le devoir de dire qu'à l'heure de la révolution — et, peut-être, aujourd'hui encore dans certains domaines — cette bureaucratie n'était pas préparée ou, si l'on veut, n'était pas dressée à travailler comme il l'eût fallu (ceci dit d'une façon générale et en exceptant toujours les vraies valeurs). Notre éducation livresque, notre formation dialectique et rien moins qu'objective, à l'aise dans l'abstrait, peu en contact avec la réalité, sont susceptibles d'imaginer des formules creuses qui s'attardent sur les méthodes sans savoir trouver de solutions, mais se révèlent inefficaces quand il s'agit d'étudier le réel et de résoudre les problèmes vitaux. Si bien que l'un des principes objectifs et l'une des plus urgentes nécessités a été précisément de rendre à la bureaucratie le sens d'un travail sérieux.

La question est même plus importante qu'on ne le pense sous l'angle purement politique. Faute, en effet, d'agents d'exécution à la hauteur des conceptions et des plans gouvernementaux, les ministres, au lieu de se borner à être les

« techniciens des idées générales » — ainsi que le maréchal Lyautey s'intitulait lui-même — sont contraints de devenir les chefs techniques de leurs ministères. Et si cette solution paraît bonne à première vue, je n'en juge pas ainsi parce qu'elle exige trop de dons rares, impose une besogne surhumaine, fait perdre la distance nécessaire en fonction des vues d'ensemble et noie la fonction politique sous l'avalanche des infimes détails des problèmes isolés. Mais je crois fort que notre génération reste condamnée à travailler plus ou moins à ce rythme.

En bref, les hommes de quarante ans ont déjà vu à l'œuvre deux doctrines politiques. Ceux qui jugent librement peuvent s'orienter selon les leçons de l'expérience, si tant est que l'évidence des principes ne les ait pas déjà convaincus. Non seulement nous en étions arrivés à ce stade extérieur qu'aucune tentative ne paraissait plus possible sans une réforme profonde des institutions politiques, mais encore, quand elle eut lieu, nous fit-elle prendre conscience d'une exigence primordiale : doter la vie nationale d'une représentation organique et d'un pouvoir central stable, fort et efficace, en l'absence duquel il serait impossible de formuler aucun plan ou, fût-il conçu, de l'exécuter. Et il me semble que seule une haute assemblée, telle qu'un Conseil d'Etat établi sur des bases plus larges, pourrait être auprès du chef de l'Etat l'interprète exact de la doctrine et le dépositaire fidèle d'une tradition politique.

### 3. La nation et l'économie nationale

Au delà de l'Etat, il y a la nation — la vie de la communauté nationale avec ses exigences, son labeur, ses désirs. C'est pour elle qu'existe l'Etat, à son profit que s'organise le pouvoir, que se créent et fonctionnent les services publics. Ce serait vanité, et une gageure aussi, que de vouloir citer ici tous les décrets, mesures, réalisations de tout ordre qui, en ces quinze dernières années ont créé ou amélioré les conditions de travail dans le pays, satisfait à ses besoins, favorisé son essor, élevé son niveau de vie et de civilisation, bref, l'ont fait revivre. Plutôt que d'énumérer les solutions données aux divers problèmes, je préfère commenter tel ou tel autre aspect essentiel.

J'estime qu'on a parfois exagéré nos possibilités. Nous sommes un pays pauvre qui, pour autant qu'on en peut prévoir l'avenir, ne saurait dans son territoire métropolitain prétendre au delà d'une vie modeste et digne. L'idée que nous sommes un pays riche de la mansuétude de son climat et du bleu très pur de son ciel est une idée toute faite... et fautive, comme l'est le thème des zones stériles de l'Alentejo ou de l'immensité de nos terres en friche. Notre pays, petit et accidenté, voit encore sa superficie très restreinte par les montagnes, les rocailles, les dunes, les terres arides; l'irrégularité des pluies, les zones arides, le manque et le coût de

l'irrigation là où elle serait praticable, rendent la production précaire ou onéreuse. Le rendement agricole est instable en ce qui concerne les quantités de produits et leur valeur. Il y a la mer; mais le sous-sol n'égale pas pour les combustibles ou les minerais ceux de la plupart des pays européens.

Il y a un facteur qui, parfois, nous a égarés: la qualité de certains de nos produits. Nos vins, nos fruits, notre poisson sont de haute qualité, précieux au sens strict du terme. Mais pour y trouver une compensation, il faudrait admettre que la vie moderne, vouée aux quantités, aux types, à la production en série, laisse encore place au produit de choix qu'affectionne la nature bienfaitrice et sacrifierait au parfum, à la couleur, au goût affiné, aux qualités de classe, la banale quantité. Ce dont je doute.

Sur un territoire exigu, une population en constant accroissement veut vivre et devra trouver du travail et des moyens d'existence. C'est là le seul but de ce qui a été entrepris pour déterminer exactement les richesses du sous-sol et leur meilleur emploi, fixer les dunes, reboiser les massifs montagneux, répartir et exploiter les terres en friche, irriguer les champs, régulariser les cours d'eau, assécher le sol, en enlever le sel et le protéger par des digues. Tout ceci se ramène à accroître la surface cultivable, à agrandir littéralement le pays. Il y a là, si l'on n'interrompt ni ne modifie ce programme, du travail pour deux ou trois décades au moins, au prix de nombreux millions, mais les résultats se montreront sans doute en retard sur le progrès de la population, à la fois quant aux vivres ainsi fournis et quant au travail nécessaire: grave difficulté!

J'y vois deux remèdes à appliquer conjointement: la colonisation dans l'outre-mer, le développement de l'industrie. Nos territoires coloniaux, riches, vastes, où le sol coûte peu et où la densité est infime, sont le complément naturel de l'agriculture métropolitaine, surtout pour les produits bon marché et les matières premières industrielles, sans compter qu'ils absorbent un excédent de population métropolitaine que le Brésil ne tient pas à recevoir. L'Acte colonial a précisé par certains de ses articles, cet aspect de solidarité économique et politique. Les années écoulées ont montré possible et nécessaire une politique bien comprise, basant sur l'Empire la vie économique de la nation. Quand, par ailleurs, on pourra dans quelques semaines, rendre public le plan de réorganisation industrielle du pays, qui ne comportera, comme il est sage, que peu d'industries-bases et de transformation de produits, en harmonie avec nos ressources naturelles, et notre situation économique, on verra plus nettement le cadre dans lequel doit se développer notre activité, et le plan conçu pour assurer du travail et du pain aux Portugais sur le plan d'une économie nationale.

Cette économie nationale, dans notre conception, doit être au service de la nation: c'est son but et sa raison d'être. Mais

par quels moyens y parvenir sûrement ? Les termes « national », « nationaliste », « nationalisation », appliqués au domaine économique se prêtent à malentendus, en raison des interprétations variables qu'on leur donne, parfois : quant à nous, notre pensée peut être aisément précisée.

L'économie nationale ne présuppose ni n'exige que l'Etat absorbe les entreprises privées ou régente les monopoles, même quand ils assurent un service public. Notre nationalisme est antisocialisme et abhorre l'étatisme pour la double raison que les expériences de notre pays l'ont démontré anti-économique et que nous professons avoir foi en l'initiative individuelle et en la valeur des grands domaines d'action privée comme défenseurs de la vraie liberté humaine.

L'économie nationale n'est pas nécessairement autarcique au sens d'un isolement qui se suffit à lui-même ; cette tendance d'une part se heurte à la multiplicité des échanges et à l'interdépendance de la vie moderne, et de l'autre contrarie les règles de meilleur rendement et de division du travail dans le monde.

L'économie nationale, enfin, n'exige pas l'exclusivité en faveur du capital et du travail national, au détriment du capital et du travail étrangers, que nous acceptons parce que nous sommes sincèrement attachés à la collaboration entre nations et convaincus de ses avantages. Parmi toutes les nations nous sommes l'une des plus libérales et généreuses envers les étrangers : aucune législation, aucune tradition ne surpassent les nôtres quant à la latitude, aux prévenances, aux droits accordés aux ressortissants d'autres pays, qui bénéficient chez nous de presque tous les avantages accordés à nos nationaux.

Les capitaux placés dans notre pays ont droit à des garanties, faveurs et privilèges dont les nôtres jouissent rarement. Par formation et par principe, nous pratiquons un ample libéralisme économique, même sans en reconnaître l'avantage. Au cours de la dernière crise, les grandes puissances dites libres avaient déjà restreint les droits des travailleurs étrangers, bloqué les crédits, entravé les transferts de fonds, interdit la circulation des capitaux, altéré de mille façons les échanges commerciaux et financiers ; alors que nous, — flot isolé dans une mer de restrictions — tenions largement ouvertes les portes de notre maison et maintenions libres, au scandale de tous, l'importation, les changes et la circulation des capitaux. Nous sommes ainsi faits.

Nous reconnaissons franchement que nous devons au capital, à la technique et à l'initiative étrangers et notamment au capital anglais, une part importante de l'essor de notre pays, dans la métropole et aux colonies. La timidité de nos capitaux, qui préfère par tradition le revenu fixe des fonds d'Etat aux entreprises aventureuses où de plus larges bénéfices ont des risques pour contre-partie, en est en partie responsable ; et, en partie, l'attitude de nos gouvernants qui

redoutent parfois d'accorder au capital portugais les mêmes égards déferents et les garanties qu'on a coutume de concéder plus aisément au capital étranger.

Étant donné ces principes et ces traditions de libéralisme et de collaboration internationale, comment doit être posé chez nous le problème de la nationalisation économique? Voici ma réponse: en principe, tout facteur économique qui est né ou travaille au sein de la nation doit être intégré à l'économie nationale, la servir par priorité, se conformer à ses directives et obéir à ses ordres. Nous ne saurions être candides au point de supposer que certains éléments étrangers ne continuent pas à faire partie de leur milieu économique d'origine, ni qu'ils n'interfèrent pas sur le commerce extérieur autrement encore que par les bénéfices qu'ils récoltent ou les rétributions personnelles qu'ils assurent; — et la question est plus complexe encore; mais nous pouvons avoir assez le sens de l'ordre nécessaire chez nous — pour ne pas dire assez d'orgueil — pour exiger qu'au Portugal les étrangers comme nos nationaux s'inclinent en premier lieu devant l'intérêt portugais, la vie de la nation portugaise. Elle ne saurait jouir de la liberté et de la sécurité nécessaires si les positions-clefs de sa vie économique étaient soumise, non aux autorités de ce pays, mais à des consignes étrangères.

A la lumière de ces principes, nés du simple bon sens et d'un peu d'expérience, la loi récente dite de nationalisation des capitaux n'exprime aucune intention agressive, ni même l'insuffisante estime du capital étranger qui travaille ou qui souhaite travailler dans la métropole ou les colonies encore ouvertes à nombre de grandes initiatives; elle constitue plutôt une invitation, un encouragement et une preuve de confiance pour le capital portugais incité à prendre, en harmonie avec son montant et ses disponibilités, la place qui lui revient dans l'essor et dans la cohésion de l'économie nationale. Je pense que les sévères leçons qu'il a reçues, en ces derniers temps, en s'aventurant dans les pays étrangers, et la preuve faite de nos capacités d'administrateurs, le décideront à mettre en valeur et à enrichir le pays qui l'a créé par son travail, et la nation à laquelle il se doit d'abord.

#### **4. L'organisation nationale. La nation portugaise comme entité historique et morale**

Le libéralisme, en tant que grand principe d'orientation de l'économie nationale ou internationale, est mort, et avec lui la croyance en sa capacité d'assurer, pour ainsi dire spontanément, la vie économique; les événements lui font ses funérailles, puisqu'il ne reste pas d'espoir de le ressusciter! Même si nous faisons abstraction des grands besoins des peuples et des leçons que la guerre a comportées quant au contrôle de l'économie et, plus généralement, des activités nationales, la

nécessité impérieuse d'une formule d'organisation nationale, quelle qu'elle soit, s'impose à tous les esprits. Nous essayons d'éviter le socialisme et le communisme en recourant aux corporations, et en appliquant le principe corporatif non seulement à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, — c'est-à-dire aux activités immédiates et purement lucratives, — mais aussi aux activités spirituelles et morales qui coexistent avec celles-là et ont, dans la vie, au moins autant d'importance que le pain quotidien.

Nous aurions de la nation une notion trop mesquine si nous ne voyions en elle qu'une communauté d'agriculteurs ou de commerçants demandant à l'Etat de protéger et de faire prospérer leurs intérêts matériels. — Quand une nation déjà vieille possède, avec quelques siècles d'âge, une histoire, elle éprouve l'existence d'autres valeurs qui constituent à la fois le patrimoine et les impératifs de sa vie nationale. La raison nous ordonne de préserver celui-là et de rester fidèles à ceux-ci.

Quand, à côté du pont ou de la route que nous avons construits pour la commodité des habitants, nous réparons un castel ou un monument, rendons au culte une petite église ancienne, un moustier abandonné, certains ne se rendent pas compte que notre travail vise à maintenir un être collectif en consolidant notre personnalité nationale. C'est cela que nous voulons faire. Car, ces dons qui se sont révélés et confirmés, faisant de nous ce que nous sommes et non pas autre chose: la douceur de nos sentiments, notre modestie, notre sens d'humanité aujourd'hui rare dans le monde; cet élément de spiritualité qui, en dépit de tout ce qui la bat en brèche, inspire encore la vie portugaise; un caractère porté à la souffrance; une vaillance hostile à la parade; la faculté d'adaptation et, en même temps, l'art d'imposer à notre entourage nos propres manières d'être; le respect des valeurs morales; la foi en le droit, l'équité, l'égalité entre hommes et entre peuples; tout ceci, qui n'est souci ni matériel ni lucratif, a continué à former notre caractère national. Si par ailleurs nous considérons la merveilleuse histoire de ce petit peuple, presque aussi pauvre aujourd'hui qu'avant d'avoir découvert le monde; les traces qu'il a laissées sur des terres reconquises ou découvertes; la beauté des monuments qu'il a dressés; la langue et la littérature qu'il a créées; l'immensité des domaines où il poursuit une haute mission civilisatrice, dans une exemplaire fidélité à son histoire et à son caractère, nous en concluons que le Portugal donne à chacun le droit de s'enorgueillir d'être Portugais.

Sous l'aspect moral et en dehors de la valeur éternelle de certains principes, cette politique, que nous appelons « politique de l'esprit » à son sens le plus large, tourne tout entière autour d'une double réhabilitation: celle du Portugal dans

l'âme des Portugais, celle des Portugais dans le concert des nations.

L'une et l'autre étaient nécessaires; l'une et l'autre ont été entreprises, et menées à bonne fin par la Révolution.

## II. — LA RÉVOLUTION ET LE MOMENT PRÉSENT SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Reste le second chapitre: *les principes et l'œuvre de la Révolution devant les problèmes internationaux*. — Ce qui revient à examiner si les principes et l'œuvre évoqués se sont montrés utiles comme éléments de politique extérieure et comme facteur constructif du monde de demain. Si présomptueuse que paraisse cette question, je me hasarderai à exposer sa raison d'être.

### 1. Les principes et l'œuvre de la révolution comme éléments de la politique extérieure

De ces deux questions, la première se résout d'elle-même. Si la révolution a remis ordre en notre maison, reconstitué et consolidé notre économie nationale, réveillé notre patriotisme, réorganisé et rééquipé l'armée et la marine, acquis du prestige par les principes qu'elle prône, l'œuvre qu'elle réalise, et le concours qu'elle est en mesure de prêter à d'autres, il ne saurait être mis en doute qu'elle s'est ainsi mise en meilleure posture pour fixer et pour suivre dignement son chemin dans le monde. Il est superflu d'insister sur ce point. Si le pays, revenu et attaché à l'ordre, affranchi des luttes partisans sans éclat et de menaces ou d'épisodes révolutionnaires permanents, désormais conscient et sûr de lui, respecté en raison de son travail et de sa correcte attitude, n'avait pas été mieux placé pour décider, en ce qui dépendait de lui, d'une ligne de conduite internationale, je me demande comment il eût pu la déterminer, l'adopter et la préserver au milieu du désordre politique, économique et social, désorienté qu'il eût été chaque jour par des événements ou par un gouvernement nouveau, dans le conflit tumultueux des passions à la faveur desquelles des idées étrangères trouvent aisément à s'insinuer.

Grâce aux circonstances créées, le gouvernement a pu, dès le début du présent conflit, définir sa position de neutralité, neutralité qui n'est, évidemment, pas inconditionnelle, parce qu'on ne saurait oublier ni ce qu'impose la dignité de la nation, ni les intérêts supérieurs du pays, ni le fait de l'alliance anglaise, que nous n'avons pas voulu manquer d'affirmer à nouveau loyalement en une heure si sombre et si difficile.

Je ne me récuserai pas à appeler une telle situation délicate, à la fois parce que nous avons des amis dans chaque camp, et parce que nous voyons entraînées dans la lutte des nations comme l'Angleterre et le Brésil, auxquelles nous associons de si étroits liens de camaraderie politique, et de pro-

fondes affections. On ne saurait croire non plus que la neutralité se maintienne sans qu'on y veille, sans efforts et sans frais, qu'elle soit comme un ruisseau qui coule paisible à travers les prés, sans se heurter à la moindre pierre qui brise négligemment le courant, ou le force à se dévier. Le fait est que la neutralité portugaise s'est maintenue à travers les mille obstacles qu'elle a dû vaincre: Sauf quant au Japon, pour l'incident encore non résolu de Timor, elle a mérité le respect de tous, et j'estime que nous l'avons respectée.

Outre les efforts faits par nous et le respect des tiers, un précieux appui nous est venu, dans le domaine extérieur, de la politique d'amitié avec l'Espagne, qui a porté fruit: le bloc dit péninsulaire. L'extension catastrophique du conflit, et des considérations d'un autre ordre nous ont menés à trouver souhaitable le maintien d'une zone de paix dans la péninsule, telle que nous l'avions préservée dès le début grâce à la neutralité du Portugal et de l'Espagne. Les affinités existantes, les souvenirs de la guerre civile, la compréhension d'intérêts mutuels et généraux, les possibilités futures de coopération péninsulaire dans le monde sont à la base de cette politique et doivent en garantir le déroulement logique.

Voyons maintenant l'autre problème.

## 2. Le Portugal dans le monde de demain

Si nous étions étrangers au conflit, il nous paraîtrait naturel de nous estimer à l'abri de ses effets. Mais il n'en est pas ainsi. Les pays qui ne combattent pas sont, comme les autres, dans la guerre. La raison en est l'extension de cette guerre, le fait de la solidarité internationale, et l'intention qu'ont les grands chefs de profiter de la situation pour réformer le monde. Réformer le monde signifie simplement établir quelques règles de vie pour la communauté internationale et encourager le triomphe d'idées politico-sociales aptes à améliorer la vie humaine et à favoriser l'essor et le bien-être des peuples. On attend un ordre nouveau, l'issue de la guerre devant précisément décider qui en donnera la formule. Sur la foi de déclarations autorisées, il devrait en tout cas être accepté de bon gré ou imposé par la contrainte. Voilà pour quoi, en tout cas, il nous concerne et est pour nous d'importance.

Ainsi qu'il est naturel, bien que la vie de demain sur plus d'un point ne dépende pas de l'emblème qui vaincra et que la civilisation aille se nourrissant d'idées qui germent déjà de toutes parts, à travers et en dépit du conflit, créant une atmosphère assez semblable dans la vaste étendue des pays d'Europe et d'Amérique, et de leur prolongement africain, il est certain que les méthodes et peut-être même quelques solutions dépendront des vainqueurs et du relatif équilibre de leurs forces au moment où se terminera le combat. C'est pourquoi peut-être, et parce qu'hélas la guerre menace de se prolonger

encore, aucune des parties n'est encore allée au delà d'affirmations vagues qui, par prudence ou en vertu des difficultés, laissent dans l'ombre certains éléments essentiels. De sorte que, même si c'était possible et opportun, nous ne serions pas en mesure d'en discuter.

J'éprouve, quant à moi, la crainte peut-être injustifiée que trois tendances se manifestent lors de la réédification mondiale: l'ambition de combler tous les désirs, ce qui serait un triomphe de l'utopie; l'effort pour collectiviser la vie selon des méthodes adoptées pendant la guerre; le primat de l'économique, c'est-à-dire la subordination totale des solutions aux exigences économiques, ce qui priverait la civilisation du charme et de la valeur des grandes créations humaines et risquerait de révolutionner le monde sans lui ouvrir le chemin de la paix.

Quoi qu'il en soit, tout effort devra partir de ces deux bases élémentaires: l'ordre et la collaboration internationaux.

Le communisme excepté, qui continuera à être fauteur de désordres, le souci immédiat sera le maintien de l'ordre là où il existe, son rétablissement là où il a sombré. Le problème est d'une ampleur et d'une gravité telles, par suite des haines, du cortège de violences, de la misère et des autres suites de la guerre elle-même, qu'aucune orientation raisonnable des événements ne devrait porter atteinte à l'organisation interne d'aucun Etat qui pût être, en soi-même, un garant de l'ordre. Seul le communisme ne raisonne pas ainsi. Il représente, à mon avis, le plus grave problème humain de toutes les époques, je veux dire le problème des conceptions fondamentales de l'humanité et de la vie individuelle et sociale, et il constitue par suite un grave péril pour la civilisation occidentale ou chrétienne. Il me semble que jamais un principe vital ne s'est si complètement épuisé au cours d'une expérience sociale, qu'on n'a jamais si totalement abandonné à la science, à la technique, à la méthode cette part de l'initiative et de la spontanéité humaines qui fait la douceur, le prix, le charme attrayant d'autres conceptions de la vie et de l'homme. — On constate chez elle qu'un tel principe peut avoir tous les indices du progrès dit matériel — potentiel militaire, machines et industrie admirables, mais solidaires d'un abaissement, d'un effondrement des esprits libres. Là où l'Etat et la machine absorbent l'homme, il ne reste pas de place pour la liberté humaine. Il est douteux que, quelles que soient les solidarités obligatoires des temps de guerre, on puisse jamais oublier ces constatations primordiales.

L'étroite collaboration entre les peuples, qui apparaît à tous comme la condition nécessaire de la paix et du bien-être de demain, sur quelles bases l'établir? La réponse est d'importance pour nous, car notre nationalisme économique et politique peut se trouver ainsi démodé dans le plan de réorganisation du monde, et nous obliger à des aménagements ulté-

rieurs. Le fait que les guerres naissent de conflits entre les nations, — et prennent, nous le constatons aujourd'hui, des aspects intercontinentaux, — porte naturellement nombre d'esprits à chercher remède à de si amples catastrophes dans des formules d'organisation supernationale, continentale, ou mondiale. Il n'est point dans mes idées, il ne serait pas conforme à la doctrine de notre révolution de nier l'interdépendance et la solidarité entre Etats, non plus que la nécessité d'une formule d'organisation ou de travail international qui résolve efficacement les problèmes communs et celui de la collaboration que nous aurions à fournir. J'affirme simplement être sincèrement convaincu que l'homme du XX<sup>e</sup> siècle n'est pas encore préparé à voir et à résoudre les problèmes du monde autrement que par les relais d'entités nationales vivant dans la liberté et l'indépendance.

Des imaginations exaltées, des politiciens de cabinet, passionnés pour des formules abstraites et peu soucieux des nombreuses réalités dont est tissée la vie des nations, estimeront qu'une meilleure solution est possible. Les hommes prudents estimeront pourtant que la base nationale est encore la plus solide, la plus facile et la moins périlleuse pour assurer la collaboration entre peuples en vue de leur commun bien-être.

Dans cet ordre d'idées, de même que la nation sera d'autant plus cohérente et solide que sera solide et stable la vie dans son cadre familial, de même, plus l'autorité de l'Etat sera évidente, forte et indépendante à l'intérieure de son propre territoire, et plus son organisation économique sera vigoureuse et nationale, plus aisés seront aussi les accords de portée internationale, plus rapidement conclus et appliqués les canons essentiels à une communauté de nations.

En politique, les problèmes se simplifient quand on délimite nettement frontières et droits. En principe, il ne faut ni deux souverainetés sur un seul territoire, ni plusieurs autorités compétentes pour une même activité. Cette règle vaut également pour les territoires coloniaux, au sujet desquels certaines idées en cours sont loin d'être claires et sans péril.

La question du droit d'accès aux matières premières (et l'on songe surtout à celles de provenance coloniale) s'est posée précisément au moment où nul ne songeait à les refuser et où l'unique problème était, en fait, de les vendre. Les choses mises au clair, il apparut nettement qu'en période de paix, étant donnée l'existence de pays coloniaux sans industrie et des nations grosses productrices de matières premières et préoccupées de les lancer sur le marché mondial, aucune autre difficulté réelle n'existait que le manque de moyens d'achat, ou, en somme, la différence entre les moyens d'échange, soit finalement un problème de souveraineté, car c'était là où on en voulait venir. Il serait pourtant fort illusoire de croire que des régimes de condominiums, de mandat, de porte ouverte et similaires résolvent aucune de ces questions, à moins que

l'on n'ait tout simplement pour but final de compliquer les problèmes, en enlevant à certains ce qu'ils ont su découvrir, conquérir, administrer et civiliser pour en masquer le transfert au bénéfice de tiers. C'est pourquoi, sans oublier que chacun doit justice aux autres, et aussi ce que nous devons à notre passé, et bien que la question, je suppose, ne soit pas posée à nous, je trouve prudente l'attitude politique définie, quant aux provinces portugaises d'outre-mer, par l'Acte colonial et infatigablement affirmée par la Révolution.

J'en ai dit assez.

#### CONCLUSION

##### *Quelques mots désagréables*

Je vais finir et j'éprouve le besoin de dire, avant de conclure, quelques vérités désagréables et sévères.

Le gouvernement et moi-même avons une grande part de responsabilité dans l'état d'impréparation de l'opinion publique en face des difficultés inévitables et des sacrifices qu'impose la guerre. Pour épargner le plus possible la nation, dans le cours normal de son existence, nous n'avons pas recouru à la formule, ailleurs adoptée, d'un état d'alerte permanent. Peut-être aurions-nous dû lui indiquer par le menu les difficultés politiques et économiques à vaincre à chaque instant, les obstacles, les discussions, les risques auxquels est exposée notre neutralité, l'état toujours critique de paix de ceux qui la maintiennent encore. Ainsi, les Portugais, ménagés par cette méthode paternelle, se montrent peu endurants, insouciants et peu compréhensifs. Le gouvernement ne s'indignera pas que des humbles, qui ne sauraient se passer d'un peu de charbon de bois ou d'huile, se lamentent de ne pas les trouver ou d'y perdre du temps. Mais ceux qu'il ne saurait excuser, ce sont ceux qui, leurs besoins essentiels assurés, s'énervent de ne pas toujours trouver ce dont, en toute conscience, ils peuvent se passer. Notre attitude digne devant les immenses malheurs de la guerre et les millions de morts de faim, de misère et de souffrances, n'est pas un vague sentiment, une phrase de commisération, lâchée avec une parfaite indifférence; faute parfois, pour nous, de pouvoir secourir autrui, elle témoigne d'une modestie, d'une abstention, d'une patience qui lui disent notre sympathie et notre commune pensée. Combien est étranger à ces sentiments l'égoïsme calculateur et cupide, capable de tourner les lois pour monnayer la détresse d'autrui!

Autre sujet. La crise mondiale n'est pas une expression littéraire; sa gravité et sa profondeur, son extension, les intérêts et les idées en jeu ébranlent jusqu'en leurs fondements les nations et les empires les plus solidement établis. Je répéterai une des phrases précédentes: non mêlés au combat, nous sommes dans la guerre comme les autres. Tandis que l'armée qui a fait la révolution occupe les postes qu'on lui a assignés,

la nation a le devoir de prouver son unité, sa cohésion et sa force, en un mot, sa conscience nationale absolue. Je tiens à la louer de cette attitude, sans manquer de critiquer quelques Portugais qui, de telle ou telle autre manière, s'efforcent de détruire l'armature morale du pays alors qu'elle est, on le sait, l'un des facteurs les plus grands de notre sauvegarde. Certains nourrissent leurs activités d'espoirs que personne ne saurait, pour eux, satisfaire; d'autres cherchent à se justifier en invoquant leur désapprobation de la politique que nous pratiquons, comme si, à part les ignorants ou les irresponsables dépourvus d'éléments d'appréciation, quelqu'un pouvait la croire capable ou tenue d'être aujourd'hui autre qu'hier encore, au service de la notion la plus juste de l'intérêt national. Nous savons que d'autres grandes crises européennes ont, de la même façon, menacé de nous diviser au profit d'intérêts étrangers; cette fois, le gouvernement ne pourra être accusé ni de manquer de loyauté, ni même d'oublier les obligations spéciales de fidélité aux liens créés par des siècles d'intérêts communs; il a en même temps voulu être digne, sans manquer à cette bienveillance généreuse et complaisante qui est le propre des amis, lors même qu'ils ne sont pas plus faibles.

Que, chez nous, quelques étrangers se plaignent, on l'admet: ils sont mal adaptés; que des Portugais aussi nous attaquent, cela signifie simplement qu'ils n'ont pas de la dignité nationale la même notion que nous. La nôtre nous vient de ces autres Portugais qui valurent plus que nous ne valons, qui ont fait une histoire et créé la nation que nous sommes tenus, même contre quelques-uns, de respecter et de défendre.

## L'ŒUVRE DES TRACTS — Suite

120. *Montales Carmélites aux Trois-Rivières.*  
Un Ami du Carmel
121. *La Femme canadienne-française.*  
Sr Marie du Rédempteur, S. G. C.
122. *L'Ordre Trinitaire.* Jean-Félix de Cerfroid
123. *Charte officielle du Syndicalisme chrétien.*  
E. S. P.
124. *Le Sens social.* Abbé Joseph-C. Tremblay
125. *Sa Sainteté Pie XI.*  
S. Em. le cardinal Rouleau, O. P.
127. *L'Encyclique « Mens Nostra ».* S. S. Pie XI
128. *La Destinée sociale de la femme.*  
Marie-Thérèse Archambault
129. *Les Retraites fermées.* Dr Joseph Gauvreau
130. *Le B. Albert le Grand.* R. P. Richer, O. P.
131. *La Tempérance—I.* S. G. Mgr Courchesne
132. *Les Bénédictins.*  
Dom Léonce Crenier, O. S. B.
133. *La Médaille miraculeuse.*  
R. P. Plamondon, S. J.
135. *Mère Bruyère.*  
Sr Marie du Rédempteur, S. G. C.
136. *La Formation d'une élite féminine.*  
Marguerite Bourgeois
137. *L'Eucharistie et la Charité.* C.-J. Magnan
138. *T. R. P. Basile-Antoine-Marie Moreau.*  
Une Religieuse de Sainte-Croix
139. *La Tempérance—II.* S. G. Mgr Courchesne
141. *L'Ouvrier en Russie.* E. S. P.
142. *L'Action catholique.* Mgr Eugène Lapointe
143. *La Russie en 1930.* Dr Georges Lodygensky
144. *Le Scoutisme canadien-français.*  
R. P. Paul Bélanger, S. J.
145. *L'Aumône.* Mgr Charles Lamarche
146. *Le Monument du Souvenir canadien.*  
L'hon. Rodolphe Lemieux
150. *L'Heure catholique.* S. Exc. Mgr Deschamps
152. *Les Jésuites en Espagne.* XXX
153. *Un groupe de jeunesse catholique.*  
Abbé Aurèle Parrot
154. *La Sanctification du dimanche.* XXX
155. *Le Petit Nombre des catholiques.*  
R. P. Gibert, S. J.
156. *Encyclique « Caritate Christi compulsus ».*  
S. S. Pie XI
158. *La Société St-Vincent-de-Paul à Montréal.*  
J.-A. Julien
159. *Le Malaise économique.* Nos Evêques
161. *Les Retraites fermées au Canada.* Léo Pelland
163. *Les Carrères—I.*  
Mgr Piquet et P. L. Lalande, S. J.
164. *L'Année sainte.* S. S. Pie XI
165. *Les Carrères—II.*  
A. Perrault, C. R., et J. Sirois, N. P.
167. *Les Carrères—III.*  
Dr J. Gauvreau et A. Mailhiot
168. *Les Carrères—IV.*  
S. Exc. Mgr Vachon et A. Bédard
169. *Encyclique « Dilectissima Nobis ».*  
S. S. Pie XI
170. *Le Message de Jésus... Ses sources—I.*  
R. P. L.-A. Tétrault, S. J.
171. *L'Héroïque Aventure.*  
R. P. Gérard Goulet, S. J.
172. *Les Carrères—V.*  
A. Champagne et P. Joncas
173. *La Famille en Russie.* Cilacc
174. *Les Carrères—VI.* A. Rioux et A. Godbout
176. *Le Message de Jésus... Ses sources—II.*  
R. P. L.-A. Tétrault, S. J.
177. *L'Eglise de Rome et les Eglises orientales.*  
Abbé J.-A. Sabourin
178. *Les Carrères—VII.*  
E. L'Heureux et A. Léveillé
179. *Un Monastère de Bénédictines au Canada.*  
R. P. Paul Doncoeur, S. J.
181. *Quelques réflexions sur l'Apostolat laïque.*  
S. Exc. Mgr Courchesne
182. *Causeries religieuses.* R. P. Brouillet, S. J.
183. *L'Apostolat.* J. Sylvestre et A. Provencher
184. *Pour le plein rendement des Retraites fermées.*  
E. Mathieu et M. Chartrand
185. *Mgr Provencher.* R. P. Alex. Dugré, S. J.
186. *Les Carrères—VIII.*  
E. Minville et A. Laurendeau
187. *Saint Jean Bosco.* P. René Girard, S. J.
189. *La Retraite fermée et les jeunes.*  
Jean-Paul Verschelden
190. *Armand La Vergne.* XXX
191. *Les Bx Martyrs Jésuites du Paraguay.*  
R. P. Tenneson, S. J.
192. *La Retraite fermée, œuvre essentielle.*  
Gérard Tremblay
195. *Le Vieux Collège de Québec.*  
P. Jean Laramée, S. J.
197. *Pacifisme révolutionnaire.*  
« Lettres de Rome »
198. *L'Œuvre des Gouttes de lait paroissiales.*  
Dr Joseph Gauvreau
199. *Les Jésuites.* Abbé Joseph Gariépy
200. *L'Œuvre des Terrains de Jeux.* O. T. J.
201. *Sous la menace rouge.*  
R. P. Archambault, S. J.
202. *Un quart d'heure au pays du Soleil Levant.*  
Paul-Émile Léger, P. S. S.
203. *Croisière en U. R. S. S.* Pierre Mauriac
204. *Notre cours classique.* Jean Filion
205. *Quand le Front populaire est rot.* E. S. P.
206. *L'Action catholique—I.* S. S. Pie XI
207. *Le Cinéma.* S. S. Pie XI
209. *Les Sans-Dieu à l'aurore.*  
Commission Pro Deo
210. *Sœur Mathilde de la Providence.*  
Marie-Claire Daveluy
211. *Le Catholicisme en face du communisme.*  
Mgr Fulton J. Sheen
212. *Notre régime pénitentiaire.* Dr Joseph Risi
213. *L'Ordre social chrétien.* Cardinal Liénart
214. *La Mission surnaturelle de l'Action catholique.*  
Abbé Anselme Longpré
215. *Lettre apostolique « Nos es muy ».*  
S. S. Pie XI
216. *Le Père Marquette.* Alexandre Dugré, S. J.
217. *Sur les pas du Frère André.*  
Frère Léopold, C. S. C.
218. *La Mission Saint-Joseph de Sillery.*  
R. P. Léon Pouliot, S. J.
219. *L'Espagne dans les chaînes.* Gil Robles
220. *L'Expérience d'Antigonish.*  
Abbé Livain Chiasson
221. *Le Saint Rosaire.*  
S. S. Pie XI et S. S. Léon XIII
222. *Retraites pour collégiens.* Abbé A. Mignolet
223. *L'Impérieuse Mission de la Jeunesse.*  
Roger Brossard
224. *L'Action catholique—II.* S. S. Pie XI

## L'OEUVRE DES TRACTS — Suite

225. *Congrès Eucharistique National de Québec.* R. P. Auguste Grondin, S. S. S.
226. *Lettre sur le communisme.* S. Exc. Mgr Georges Gauthier
227. *Le Bienheureux Pierre-Julien Eymard.* R. P. Léo Boismenu, S. S. S.
228. *Mémoires des minorités au Canada.* O. T.
229. *La Vierge en Nouvelle-France— I.* P. Charles Dubé, S. J.
230. *Congrès mondial de la Jeunesse.* E. S. P.
231. *Doit-on tolérer la propagande communiste ?* Abbé Camille Poisson
232. *Une Université catholique au Japon.* R. P. Hugo Lasalle, S. J.
233. *Le Front unique, piège communiste.* Entente internationale anticommuniste
234. *The Bogey of Fascism in Quebec. The Quebec « Padlock Law ».* H. F. Quinn et G. A. Coughlin, K. C.
235. *Vœux du premier Congrès de tempérance.* E. S. P.
236. *Doit-on laisser les enfants entrer au cinéma.* Comité des Œuvres catholiques
237. *Guerre au blasphème, vengeance de Satan !* Abbé Georges Panneton
238. *Le Jour du Seigneur.* E. S. P.
239. *Pie XI et le Canada.* E. S. P.
240. *Sa Sainteté Pie XII.* E. S. P.
241. *Lettre à l'épiscopat des Iles Philippines.* S. S. Pie XI
242. *Que pensent les maîtres de l'U. R. S. S. ?* S. E. P. E. S.
243. *La Soumission de « l'Action française ».* E. S. P.
244. *Les Canadiens français et le Nouvel Ontario.* Dr Raoul Hurtubise
245. *Une élite dans l'industrie.* Abbé B. Gingras
246. *Lettre encyclique « Serlum Laetitia ».* S. S. Pie XII
247. *La Vierge en Nouvelle-France— II.* P. Charles Dubé, S. J.
248. *Allocutions de Noël.* S. S. Pie XII
249. *La Nouvelle Tactique du Komintern.* Entente internationale
250. *La Science, la Foi, la Vision.* S. S. Pie XII
251. *L'Histoire du Canada commence-t-elle en 1760 ?* G.-E. Marquis
252. *Mgr Adélarde Lanctôt, O. M. I.* Abbé Léonide Primeau
253. *Les Missions de la Compagnie de Jésus.* S. J.
254. *Aux jeunes mariés— I.* S. S. Pie XII
255. *La Franc-Maçonnerie.* Chanoine Georges Panneton
256. *IV<sup>e</sup> Centenaire de la Compagnie de Jésus.* S. S. Pie XII
257. *Préparation à la vie de famille.* Mme Françoise Gaudet-Smet
258. *L'Action catholique.* S. S. Pie XII
259. *Messages.* Maréchal Pétain
260. *Les Martyrs jésuites.* R. P. Archambault, S. J.
261. *La puissance de la presse et sa mission.* Mgr Philippe Perrier
262. *L'Action catholique féminine.* S. S. Pie XII
263. *La Nouvelle Loi des liqueurs.* E. S. P.
264. *Aux jeunes mariés— II.* S. S. Pie XII
265. *Trois regards sur Haïti.* Abbé B. Gingras
266. *Jésuites.* E. S. P.
267. *Y a-t-il une spiritualité d'Action catholique ?* Mgr Guerry
268. *Directives d'Action catholique.* S. S. Pie XII
269. *Montréal, ville inconnue.* Pierre Angers, S. J.
270. *Dévotion à la sainte Famille.* R. P. Archambault, S. J.
271. *Ville-Marie.* Abbé Lionel Groulx et Mgr Olivier Maurault, P. S. S.
272. *Aux nouveaux époux.* S. S. Pie XII
273. *Nous maintiendrons.* Antoine Rivard, C. R.
274. *Le Couvre-Feu.* R. P. Archambault, S. J.
275. *La Nativité de la Sainte-Vierge d'Hochelaga.* Abbé Henri Deslongchamps
276. *L'Aide à la Russie et la propagande communiste.* E. S. P.
277. *La Retraite fermée et la paix sociale.* A.-H. Tremblay
278. *La Question sociale.* Episcopat anglais
279. *Les Internationales.* C.-E. Campeau
280. *La Prière pour les prêtres.* Marc Ramus, S. J.
281. *Les Carrières— IX.* Abbé L. Desmarais et R.-O. de Carufel
282. *Si les femmes voulaient...* R. P. Georges Desjardins, S. J.
283. *Le T. R. P. Wladimir Ledochowski.* R. P. Joseph Ledit, S. J.
284. *Le Komintern.* E. S. P.
285. *Dieu et son Eglise.* R. P. P. Harvey, S. J.
286. *Le Français en Acadie.* S. Exc. Mgr Robichaud
287. *Les Témoins de Jéhovah.* Joseph Ledit, S. J.
288. *L'Œuvre des Vocations.* R. P. Archambault, S. J.
289. *Le Blasphème (Lettre pastorale et Mandement).* S. Em. le cardinal Villeneuve
290. *La Russie soviétique.* Max Eastman
291. *Mission des Universités.* Lord Halifax et Oscar Halecki
292. *La Pologne héroïque et martyre.* E. S. P.
293. *La guerre germano-soviétique et la question du bolchévisme.* E. I. A.
294. *Mère Marie-du-Saint-Esprit.* Abbé Clovis Rondeau, P. M. E.
295. *La Révolution nationale.* Oliveira Salazar

N. B. — Les numéros omis sont épuisés.

Prix: 10 sous l'unité franco; \$6.00 le cent; \$50.00 le mille, port en plus.  
Conditions d'abonnement: \$1.00 pour douze numéros consécutifs.

**L'ACTION PAROISSIALE, 4260, rue de Bordeaux, Montréal**